

Art. 4. Le numéro d'identification ne peut être utilisé à des fins de gestion interne que comme moyen d'identification dans les dossiers, fichiers et répertoires qui sont tenus par les services concernés dans l'accomplissement des tâches énumérées par l'article 1^{er}, alinéa 2.

En cas d'usage externe, le numéro d'identification ne peut être utilisé que dans les relations nécessaires à l'accomplissement des tâches énumérées par l'article 1^{er}, alinéa 2, avec :

— le titulaire du numéro ou son représentant légal;

— les autorités publiques et organismes qui, en vertu de l'article 8 de la loi du 8 août 1983, ont eux-mêmes obtenu l'autorisation d'utiliser le numéro et qui agissent dans l'exercice de leurs compétences légales et réglementaires.

CHAPITRE III. — Dispositions finales

Art. 5. La liste des fonctionnaires désignés conformément aux articles 1^{er}, alinéa 3, et 3, avec la mention de leur grade et de leur fonction, est dressée annuellement et transmise suivant la même périodicité à la Commission de la protection de la vie privée.

Art. 6. Notre Ministre de la Justice et Notre Ministre de l'Intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 29 juin 1993.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,

M. WATHELET

Le Ministre de l'Intérieur,

L. TOBBACK

Art. 4. Voor interne doeleinden mag het identificatienummer uitsluitend gebruikt worden als identificatiemiddel in de dossiers, bestanden en repertoria die door de betrokken diensten worden bijgehouden, voor het vervullen van de in artikel 1, tweede lid, vermelde taken.

Bij extern gebruik mag het identificatienummer enkel gebruikt worden in de betrekkingen die voor het vervullen van de in artikel 1, tweede lid, vermelde taken noodzakelijk zijn met :

— de houder van het nummer of zijn wettelijke vertegenwoordiger;

— de openbare overheden en instellingen die ingevolge artikel 8 van de wet van 8 augustus 1983 zelf machtiging hebben verkregen om het nummer te gebruiken en die optreden in de uitoefening van hun wettelijke en reglementaire bevoegdheden.

HOOFDSTUK III. — Slotbepalingen

Art. 5. De lijst van de overeenkomstig de artikelen 1, derde lid, en 3, aangewezen ambtenaren wordt, met vermelding van hun graad en van hun ambt, jaarlijks opgesteld en volgens dezelfde periodiciteit aan de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer toegezonden.

Art. 6. Onze Minister van Justitie en Onze Minister van Binnenlandse Zaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 29 juni 1993.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,

M. WATHELET

De Minister van Binnenlandse Zaken,

L. TOBBACK

F. 93 — 2339

Arrêté royal autorisant l'administration des Finances et du Budget du département des Affaires générales et des Finances du Ministère de la Communauté flamande à accéder aux informations du Registre national des personnes physiques

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté royal que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté tend à autoriser l'administration des Finances et du Budget du département des Affaires générales et des Finances du Ministère de la Communauté flamande à accéder aux informations du Registre national.

Le fondement légal de l'arrêté est constitué par les articles 5, alinéa 1^{er}, et 8 de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, telle qu'elle a été modifiée ultérieurement.

L'accès aux informations du Registre national est demandé pour le Service des Paiements et des Perceptions, pour le Service de la Trésorerie et pour le Service de la Fiscalité. Ces services pourront ainsi procéder plus efficacement au calcul et à l'exécution des paiements et des perceptions.

L'avis de la Commission de la protection de la vie privée, émis le 9 octobre 1992, est favorable au texte proposé.

Le Conseil d'Etat a rendu son avis le 27 janvier 1993. L'arrêté tient compte des observations formulées par ce Collège.

Tant la Commission de la protection de la vie privée que le Conseil d'Etat insistent pour que le Gouvernement vérifie, pour chacune des informations mentionnées à l'article 3, alinéa 1^{er}, de la loi du 8 août 1983, si l'accès est vraiment nécessaire à l'autorité concernée pour qu'elle puisse remplir ses missions légales.

A cet égard, il y a lieu de préciser que les informations visées à l'article 3, alinéa 1^{er}, 1^o (nom et prénoms), 2^o (lieu et date de naissance), 3^o (sexe), 4^o (nationalité), 5^o (résidence principale) et 6^o (lieu et date du décès), sont les informations minimales nécessaires pour constituer un dossier relatif à une personne physique.

N. 93 — 2339

Koninklijk besluit tot regeling van de toegang tot de informatiegegevens van het Rijksregister van de natuurlijke personen voor de administratie Financiën en Begroting van het departement Algemene Zaken en Financiën van het Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het koninklijk besluit, waarvan wij de eer hebben het aan Uwe Majesteit ter ondertekening voor te leggen, strekt ertoe de administratie Financiën en Begroting van het departement Algemene Zaken en Financiën van het Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap toegang tot de informatiegegevens van het Rijksregister te verlenen.

De rechtsgrond van het besluit wordt gevormd door de artikelen 5, eerste lid, en 8 van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, zoals later gewijzigd.

De toegang tot de informatiegegevens van het Rijksregister wordt gevraagd voor de dienst Betalingen en Inningen, voor de dienst Thesaurie en voor de dienst Fiscaliteit. Dit zal het mogelijk maken de berekening en de uitvoering van betalingen en inningen door deze diensten efficiënter te laten verlopen.

Het advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, uitgebracht op 9 oktober 1992, is gunstig voor het onderhavig ontwerp.

De Raad van State bracht zijn advies uit op 27 januari 1993. Het besluit houdt rekening met de door de Raad geformuleerde opmerkingen.

Zowel de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer als de Raad van State dringen er op aan dat de Regering voor ieder van de in artikel 3, eerste lid, van de wet van 8 augustus 1983 vermelde informatiegegevens zou nagaan of de toegang wel degelijk noodzakelijk is opdat de betrokken overheid haar wettelijke taken zou kunnen vervullen.

Hierbij kan gepreciseerd worden dat de gegevens vermeld in artikel 3, eerste lid, 1^o (naam en voornamen), 2^o (geboorteplaats en -datum), 3^o (geslacht), 4^o (nationaliteit), 5^o (hoofdverblijfplaats) en 6^o (plaats en datum van overlijden) de gegevens zijn die minimaal noodzakelijk zijn om een dossier betreffende een natuurlijke persoon samen te stellen.

Enfin, il convient de signaler que l'accès à l'information concernant la profession (7°) peut également s'avérer nécessaire (par exemple dans des matières fiscales, où la profession peut donner une indication sur la solvabilité du contribuable). L'accès aux informations relatives à l'état civil (8°) et à la composition du ménage (9°) est également nécessaire (notamment en matière d'exécution correcte de jugements relatifs au devoir d'entretien et en cas de recherche des héritiers éventuels lors du décès de l'intéressé).

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
les très respectueux
et très fidèles serviteurs,
Le Ministre de la Justice,
M. WATHELET
Le Ministre de l'Intérieur,
L. TOBBACK

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 22 décembre 1992, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal « autorisant l'administration des Finances et du Budget, département des Affaires générales et Finances du Ministère de la Communauté flamande, à accéder aux informations du Registre national des personnes physiques », a donné le 27 janvier 1993 l'avis suivant :

Observations générales

1. L'avis n° 14/92 du 9 octobre 1992 de la Commission de la protection de la vie privée sera obligatoirement publié, en tant qu'il a trait à l'application de l'article 8 de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, qui règle l'utilisation du numéro d'identification.

Comme l'avis de la Commission concerne également l'arrêté en projet, il appartiendra à ses auteurs d'apprécier s'il ne convient pas d'établir un rapport au Roi dans le cas présent, pour les raisons de sécurité juridique exposées à l'occasion de l'examen du projet d'arrêté royal autorisant l'accès aux informations et l'utilisation du numéro d'identification du Registre national des personnes physiques à l'administration de l'Emploi du Ministère de la Communauté flamande pour accomplir des tâches relatives aux programmes d'emploi (L. 22.043/2).

2. En tant qu'il autorise l'accès au Registre national, l'arrêté royal en projet trouve son fondement légal dans l'article 5 de la loi du 8 août 1983, qui prévoit que le Roi autorise l'accès au Registre national à certaines catégories de personnes, « pour les informations qu'(elles) sont habilité(es) à connaître en vertu d'une loi ou d'un décret ».

Pour la détermination des informations que ces autorités sont habilitées à connaître, on peut considérer qu'une telle habilitation, si elle n'est pas exprimée en termes exprès, peut s'induire des missions dont ces autorités sont chargées par la loi ou par un décret ou en vertu de la loi ou d'un décret.

Si on peut admettre ainsi une habilitation indirecte à connaître des informations par l'attribution d'une mission, il n'en demeure pas moins que le respect du principe de légalité impose au Gouvernement, lorsqu'il se propose de donner l'autorisation prévue par l'article 5 de la loi du 8 août 1983, de vérifier minutieusement si la connaissance de chacune des informations énumérées à l'article 3 de cette loi est indispensable pour l'accomplissement de sa mission par l'autorité en cause, ainsi que le rappelle l'avis n° 14/92, du 9 octobre 1992, de la Commission de la protection de la vie privée, relatif au projet présentement examiné.

Cette vérification par le Gouvernement est d'autant plus nécessaire que le Conseil d'Etat ne connaît pas les éléments de fait qui lui permettraient d'y procéder lui-même. C'est pourquoi le rapport au Roi précédant l'arrêté devrait justifier, notamment, le choix des informations communicables.

Le préambule pourrait, en outre, être complété par un considérant énumérant les textes qui, sans constituer le fondement légal de l'arrêté, en sont néanmoins une condition de légalité au sens qui vient d'être indiqué.

Verder kan gesteld worden dat de toegang tot het informatiegegeven betreffende het beroep (7°) eveneens noodzakelijk kan zijn (bijvoorbeeld in fiscale aangelegenheden, waar het beroep een indicatie kan geven betreffende de solvabiliteit van de belastingplichtige). Ook de toegang tot de informatiegegevens betreffende de burgerlijke staat (8°) en de samenstelling van het gezin (9°) is noodzakelijk (namelijk voor de correcte uitvoering van vonnissen met betrekking tot de onderhoudsplicht en om eventuele erfgenamen te kunnen opsporen bij overlijden van de betrokkene).

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaars,
De Minister van Justitie,
M. WATHELET
De Minister van Binnenlandse Zaken,
L. TOBBACK

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 22 december 1992 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit « tot regeling van de toegang tot de informatiegegevens van het Rijksregister van de natuurlijke personen in hoofde van het administratie Financiën en Begroting van het departement Algemene Zaken en Financiën van het Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap », heeft op 27 januari 1993 het volgende advies gegeven :

Algemene opmerkingen

1. Het advies nr. 14/92 d.d. 9 oktober 1992 van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer moet worden bekendgemaakt doordat het verband houdt met de toepassing van artikel 8 van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, dat het gebruik van het identificatienummer regelt.

Aangezien het advies van de Commissie ook betrekking heeft op het ontworpen besluit, is het een aangelegenheid van de stellers ervan te oordelen of in het onderhavige geval een verslag aan de Koning behoort te worden opgemaakt om de redenen van rechtszekerheid die zijn aangegeven bij het onderzoek van het ontwerp van koninklijk besluit « tot regeling van de toegang tot de informatiegegevens en tot gebruik van het identificatienummer van het Rijksregister van de natuurlijke personen in hoofde van de administratie Werkgelegenheid van het Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap voor het vervullen van taken met betrekking tot de werkgelegenheidsprogramma's » (L. 22.043/2).

2. Doordat het ontworpen koninklijk besluit de toegang tot het Rijksregister regelt, ontleent het zijn rechtsgrond aan artikel 5 van de wet van 8 augustus 1983, naar luid waarvan de Koning aan bepaalde categorieën personen toegang verleent tot het Rijksregister « voor de informatie die zij krachtens een wet of een decreet bevoegd zijn te kennen ».

Voor het bepalen van de informatiegegevens die deze overheden bevoegd zijn te kennen kan worden beschouwd dat een zodanige machtiging, ofschoon zij niet uitdrukkelijk wordt vastgelegd, kan worden afgeleid uit de taken waarmee die overheden belast worden bij de wet of bij een decreet, ofwel krachtens de wet of een decreet.

Aldus kan worden aangenomen dat door de toewijzing van een taak indirect machtiging wordt verleend om kennis te nemen van de informatie, doch zulks neemt niet weg dat de naleving van het wettigheidsbeginsel de Regering verplicht om, wanneer zij voornemens is de bij artikel 5 van de wet van 8 augustus 1983 voorgescreven machtiging te verlenen, zeer zorgvuldig na te gaan of de kennis van elk van de informatiegegevens opgesomd in artikel 3 van deze wet onontbeerlijk is wil de betrokken overheid haar taak kunnen vervullen, zoals erop gewezen wordt in het advies nr. 14/92 d.d. 9 oktober 1992 van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer betreffende het thans onderzochte ontwerp.

Die verificatie door de Regering is des te noodzakelijker daar de Raad van State de feitelikheden niet kent die hem in staat zouden stellen zulks zelf na te gaan. Daarom ook behoort in het verslag aan de Koning dat aan het besluit voorafgaat inzonderheid de keuze van de voor mededeling vatbare informatiegegevens te worden gerechtvaardigd.

De aanhef zou bovendien aangevuld kunnen worden met een considerans waarin de teksten worden opgesomd die, ofschoon zij niet de rechtsgrond van het besluit vormen, niettemin een voorwaarde van wettigheid ervan zijn in de zin zoals hierboven is bepaald.

3. Afin que la Commission de la protection de la vie privée puisse exercer au mieux la compétence d'avis qui lui est reconnue par l'article 92 de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une banque-carrefour de la sécurité sociale, il est souhaitable que la liste des agents désignés en exécution de l'arrêté d'autorisation soit établie au moins annuellement, avec la mention de leur grade et de leur fonction, et qu'une copie de cette liste et de ses mises à jour lui soit adressée (1).

Cette double règle devrait être inscrite dans l'arrêté en projet. En effet, on n'aperçoit pas de raison de l'omettre dans le cas présent, alors qu'elle figure dans de nombreux arrêtés et qu'elle permet à la Commission d'exercer un contrôle efficace du respect de l'arrêté d'autorisation.

Observations particulières

Intitulé

Le texte néerlandais devrait être rédigé comme il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Préambule

Comme il n'est pas d'usage de viser des dispositions modificatives que des modifications ultérieures ont rendues sans objet, il convient d'amender l'alinéa 1^{er} du préambule en n'y mentionnant plus la loi du 15 janvier 1990 parmi les dispositions modifiant l'article 5 de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques.

Dans le texte français du même alinéa, il faut écrire « 19 juillet 1991 » au lieu de « 19 janvier 1991 ».

Dans le texte français de l'alinéa 2 le mot « consultative » devrait être omis.

Dispositif

Article 1er

La division de l'article en paragraphes ne se justifie pas, puisque chacun de ceux-ci ne comporte qu'un alinéa; les références aux articles du projet doivent dès lors être adaptées.

Le texte néerlandais du paragraphe 2, devenant l'alinéa 2, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Le texte néerlandais du paragraphe 3, devenant l'alinéa 3, devrait être rédigé en tenant compte des observations qui sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 2

Le texte néerlandais de la phrase liminaire devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Le texte néerlandais du 2^o devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

La chambre était composée de :

Messieurs :

J.-J. Stryckmans, président de chambre;

Y. Boucquoy,

Y. Kreins, conseillers d'Etat;

F. Delpérée,

J. van Compernelle, assesseurs de la section de législation;

Mme R. Deroy, greffier.

Le concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. Stryckmans.

(1) Avis de la Commission, n° 88/074, du 15 décembre 1988, et avis du Conseil d'Etat du 12 novembre 1990 sur un projet devenu l'arrêté royal du 29 janvier 1991 autorisant certains agents du Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique à accéder aux informations du Registre national des personnes physiques et à utiliser le numéro d'identification du registre (*Moniteur belge* du 1er mars 1991), dont l'article 4 dispose comme suit : « La liste des membres du personnel du Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique délégués conformément aux articles..., avec la mention de leur grade et de leur fonction, est dressée annuellement et transmise suivant la même périodicité à la Commission consultative de la protection de la vie privée ».

3. Wil de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer de adviserende bevoegdheid, haar toegewezen bij artikel 92 van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid, zo goed mogelijk kunnen uitoefenen, dan is het wenselijk dat de lijst van ambtenaren, aangewezen met toepassing van het machtigingsbesluit, ten minste ieder jaar wordt opgesteld, waarbij hun graad en ambt wordt vermeld, en dat haar een afschrift van die lijst en van de bijwerkingen ervan wordt bezorgd (1).

Dit tweeledige voorschrift behoort in het ontworpen besluit te worden opgenomen. Men ziet immers niet in waarom het in het onderhavige geval zou worden weggelaten, terwijl het in tal van besluiten voorkomt en de Commissie in staat stelt een doeltreffende controle uit te oefenen op de naleving van het machtigingsbesluit.

Bijzondere opmerkingen

Opschrift

Het zou beter zijn het opschrift als volgt te stellen :

« ... het Rijksregister van de natuurlijke personen voor de administratie Financiën en Begroting van het departement Algemene Zaken en Financiën van het Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap. »

Aanhef

Aangezien het niet gebruikelijk is te verwijzen naar wijzigingsbepalingen die als gevolg van latere wijzigingen doelloos zijn geworden, moet het eerste lid van de aanhef worden gewijzigd, waarbij onder de bepalingen die artikel 5 van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen wijzigen de wet van 15 januari 1990 niet meer wordt vermeld.

In de Franse tekst van hetzelfde lid schrijve men « 19 juillet 1991 » in plaats van « 19 janvier 1991 ».

In het tweede lid behoort in de Franse tekst het woord « consultative » te vervallen.

Bepalend gedeelte

Artikel 1

Er is geen grond om het artikel in paragrafen te verdelen, daar elk ervan slechts één lid bevat; de verwijzingen naar de artikelen moeten derhalve worden aangepast.

In paragraaf 2, die het tweede lid wordt, schrijve men aan het einde van de volzin « de hierna vermelde » in plaats van « hiernavermelde ».

In paragraaf 3, die het derde lid wordt, schrijve men aan het begin van 1^o, 2^o, 3^o, 4^o, 5^o, 6^o en 7^o telkens « aan » in plaats van « voor ». In 7^o van datzelfde lid vervange men aan het einde van de volzin de woorden « met naam » door de woorden « bij name ».

Artikel 2

Aan het begin van de inleidende volzin schrijve men « met toepassing van » in plaats van « bij toepassing van ».

In 2^o schrijve men « aangewezen » in plaats van « aangeduid ».

De kamer was samengesteld uit :

de heren :

J.-J. Stryckmans, kamervoorzitter;

Y. Boucquoy,

Y. Kreins, staatsraden;

F. Delpérée,

J. van Compernelle, assessoren van de afdeling wetgeving;

Mevr. R. Deroy, griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer J.-J. Stryckmans.

(1) Advies van de Commissie nr. 88/074 van 15 december 1988, en advies van de Raad van State d.d. 12 november 1990 over een ontwerp, dat het koninklijk besluit van 29 januari 1991 is geworden waarbij aan bepaalde personeelsleden van het Ministerie van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt toegang tot het Rijksregister van de natuurlijke personen en machtiging tot het gebruik van het identificatienummer van dat register wordt verleend (*Belgisch Staatsblad* van 1 maart 1991), waarvan artikel 4 bepaalt : « De lijst van de overeenkomstig de artikelen... gedelegeerde personeelsleden van het Ministerie van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt, met vermelding van hun graad en van hun ambt, wordt jaarlijks opgesteld en volgens dezelfde periodiciteit aan de Raad-gewende Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer toegestuurd ».

Le rapport a été présenté par M. J. Regnier, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. P. Ernotte, référendaire adjoint.

Le greffier,
R. Deroy.

Le président,
J.-J. Stryckmans.

29 JUIN 1993. — Arrêté royal autorisant l'administration des Finances et du Budget du département des Affaires générales et des Finances du Ministère de la Communauté flamande, à accéder aux informations du Registre national des personnes physiques

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, notamment l'article 5, modifié par la loi du 19 juillet 1991;

Considérant la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, notamment l'article 11 et l'article 52;

Considérant l'arrêté royal du 6 août 1990 fixant les modalités d'organisation de la trésorerie des Communautés, des Régions et de la Commission communautaire commune;

Considérant l'arrêté royal du 17 juillet 1991 portant coordination des lois sur la comptabilité de l'Etat;

Vu l'avis n° 14/92 de la Commission de la protection de la vie privée, donné le 9 octobre 1992;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice et de Notre Ministre de l'Intérieur et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. L'administration des Finances et du Budget du département des Affaires générales et des Finances du Ministère de la Communauté flamande est autorisée à accéder aux informations visées à l'article 3, alinéa premier, 1° à 9° inclus, et alinéa deux, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques.

L'accès aux informations est autorisé uniquement pour l'exécution de tâches en vue du calcul et de l'exécution plus efficaces des paiements et des perceptions dans le cadre des missions incombant aux services mentionnés ci-après :

1° Service des Paiements et des Perceptions, Direction de la Trésorerie et de la Gestion des Dettes de l'administration des Finances et du Budget;

2° Service de la Trésorerie, Direction de la Trésorerie et de la Gestion des Dettes de l'administration des Finances et du Budget;

3° Service de la Fiscalité, Direction de la Gestion du Patrimoine et de la Fiscalité de l'administration des Finances et du Budget.

L'accès aux informations est autorisé :

1° au directeur général de l'administration des Finances et du Budget;

2° au comptable centralisateur des dépenses du Service des Paiements et des Perceptions;

3° au comptable centralisateur du contentieux du Service des Paiements et des Perceptions;

4° au comptable centralisateur des Fonds en souffrance du Service des Paiements et des Perceptions;

5° au chef de service du Service de la Trésorerie;

6° au chef de service du Service de la Fiscalité;

7° aux fonctionnaires que les personnes visées sous 1° à 6° désignent à cet effet au sein de leurs services, par voie nominative et écrite, en raison de leurs fonctions et dans les limites de leurs compétences respectives.

Art. 2. Les informations obtenues en application de l'article 1er, alinéa 1er, ne peuvent être utilisées qu'aux fins énumérées par l'article 1er, alinéa 2. Elles ne peuvent être communiquées à des tiers.

Ne sont pas considérés comme des tiers pour l'application de l'alinéa 1er :

1° les personnes physiques auxquelles se rapportent ces informations, de même que leurs représentants légaux;

Het verslag werd uitgebracht door de heer J. Regnier, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de heer P. Ernotte, adjunct-referendaris.

De griffier,
R. Deroy.

De voorzitter,
J.-J. Stryckmans.

29 JUNI 1993. — Koninklijk besluit tot regeling van de toegang tot de informatiegegevens van het Rijksregister van de natuurlijke personen voor de administratie Financiën en Begroting van het departement Algemene Zaken en Financiën van het Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, inzonderheid op artikel 5, gewijzigd bij de wet van 19 juli 1991;

Gezien de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, inzonderheid artikel 11 en artikel 52;

Gezien het koninklijk besluit van 6 augustus 1990 tot organisatie van de thesaurie van de Gemeenschappen, Gewesten en Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie;

Gezien het koninklijk besluit van 17 juli 1991 houdende coördinatie van de wetten op de Rijkscomptabiliteit;

Gelet op het advies nr. 14/92 van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, uitgebracht op 9 oktober 1992;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie en van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Aan de administratie Financiën en Begroting van het departement Algemene Zaken en Financiën van het Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap wordt toegang verleend tot de informatiegegevens bedoeld in artikel 3, eerste lid, 1° tot en met 9°, en tweede lid, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen.

De toegang tot de informatiegegevens geldt uitsluitend voor het vervullen van taken met het oog op het doelmatiger berekenen en uitvoeren van betalingen en inningen, binnen het kader van de opdrachten die worden uitgevoerd door de hierna vermelde diensten :

1° de dienst Betalingen en Inningen van het bestuur Thesaurie en Schuldbeheer van de administratie Financiën en Begroting;

2° de dienst Thesaurie van het bestuur Thesaurie en Schuldbeheer van de administratie Financiën en Begroting;

3° de dienst Fiscaliteit van het bestuur Vermogensbeheer en Fiscaliteit van de administratie Financiën en Begroting.

De toegang tot de informatiegegevens is toegestaan :

1° aan de directeur-generaal van de administratie Financiën en Begroting;

2° aan de centraal rekenplichtige der uitgaven bij de dienst Betalingen en Inningen;

3° aan de centraal rekenplichtige der geschillen bij de dienst Betalingen en Inningen;

4° aan de centraal rekenplichtige der liggende gelden bij de dienst Betalingen en Inningen;

5° aan het diensthoofd van de dienst Thesaurie;

6° aan het diensthoofd van de dienst Fiscaliteit;

7° aan de ambtenaren die de onder 1° tot 6° vermelde personen daartoe binnen hun diensten wegens hun functies en binnen de perken van hun respectieve bevoegdheden bij name en schriftelijk aanwijzen.

Art. 2. De met toepassing van artikel 1, eerste lid, verkregen informatiegegevens mogen slechts worden gebruikt voor de in artikel 1, tweede lid, vermelde doeleinden. Zij mogen niet worden medege-deeld aan derden.

Worden niet als derden beschouwd voor de toepassing van het eerste lid :

1° de natuurlijke personen waarop die informatiegegevens betrekking hebben, alsook hun wettelijke vertegenwoordigers;

2° les autorités publiques et organismes désignés en vertu de l'article 5 de la loi précitée du 8 août 1983, dans le cadre des relations qu'ils entretiennent avec l'administration des Finances et du Budget, aux fins énumérées à l'article 1er, alinéa 2.

Art. 3. La liste des fonctionnaires désignés conformément à l'article 1er, alinéa 3, avec la mention de leur grade et de leur fonction, est dressée annuellement et transmise suivant la même périodicité à la Commission de la protection de la vie privée.

Art. 4. Notre Ministre de la Justice et Notre Ministre de l'Intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 29 juin 1993.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
M. WATHELET

Le Ministre de l'Intérieur,
L. TOBBACK

2° de openbare overheden en de instellingen aangewezen krachtens artikel 5 van de voormelde wet van 8 augustus 1983, in het kader van de betrekkingen die zij voor de in artikel 1, tweede lid, vermelde doeleinden met de administratie Financiën en Begroting onderhouden.

Art. 3. De lijst van de overeenkomstig artikel 1, derde lid, aangewezen ambtenaren wordt, met vermelding van hun graad en van hun ambt, jaarlijks opgesteld en volgens dezelfde periodiciteit aan de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer toegezonden.

Art. 4. Onze Minister van Justitie en Onze Minister van Binnenlandse Zaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 29 juni 1993.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
M. WATHELET

De Minister van Binnenlandse Zaken,
L. TOBBACK

F. 93 — 2340

Arrêté royal autorisant certaines directions du département de l'Enseignement du Ministère de la Communauté flamande à accéder aux informations et à utiliser le numéro d'identification du Registre national des personnes physiques pour remplir des tâches relatives à la gestion du personnel de l'enseignement

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté royal que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté tend à autoriser certaines directions du département de l'Enseignement du Ministère de la Communauté flamande à accéder aux informations et à utiliser le numéro d'identification du Registre national pour remplir des tâches relatives à la gestion du personnel de l'enseignement.

Le fondement légal de l'arrêté est constitué par les articles 5, alinéa 1^{er}, et 8 de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, telle qu'elle a été modifiée ultérieurement.

Six directions du département de l'enseignement (voir article 1^{er}, alinéa 3, du projet) souhaitent obtenir l'accès aux informations du Registre national afin de rendre plus efficiente la gestion des dossiers du personnel des personnes occupées dans l'enseignement. Des modifications éventuelles aux informations pourront également être traitées plus rapidement.

Le numéro d'identification représente une clef unique pour l'identification de l'agent concerné et son utilisation est indispensable dans les relations avec d'autres services et organismes qui ont déjà été autorisés à accéder aux informations et à utiliser le numéro d'identification.

L'avis de la Commission de la protection de la vie privée, émis le 9 octobre 1992, est favorable au texte proposé.

Le Conseil d'Etat a rendu son avis le 27 janvier 1993. L'arrêté tient compte des observations formulées par ce Collège.

Tant la Commission de la protection de la vie privée que le Conseil d'Etat insistent pour que le Gouvernement vérifie, pour chacune des informations mentionnées à l'article 3, alinéa 1^{er}, de la loi du 8 août 1983, si l'accès est vraiment nécessaire à l'autorité concernée pour qu'elle puisse remplir ses missions légales.

A cet égard, il y a lieu de préciser que les informations visées à l'article 3, alinéa 1^{er}, 1° (nom et prénoms), 2° (lieu et date de naissance), 3° (sexe), 4° (nationalité), 5° (résidence principale) et 6° (lieu et date du décès), sont les informations minimales nécessaires pour constituer un dossier relatif à une personne physique.

N. 93 — 2340

Koninklijk besluit tot regeling van de toegang tot de informatiegegevens en van het gebruik van het identificatienummer van het Rijksregister van de natuurlijke personen in hoofde van sommige besturen van het departement Onderwijs van het Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap voor het vervullen van taken met betrekking tot het personeelsbeheer van het onderwijs

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het koninklijk besluit waarvan wij de eer hebben het aan Uwe Majesteit ter ondertekening voor te leggen, strekt ertoe sommige besturen van het departement Onderwijs van het Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap toegang tot de informatiegegevens en gebruik van het identificatienummer van het Rijksregister te verlenen voor het vervullen van taken met betrekking tot het personeelsbeheer van het onderwijs.

De rechtsgrond van het besluit wordt gevormd door de artikelen 5, eerste lid, en 8 van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, zoals gewijzigd.

Zes besturen van het departement onderwijs (zie artikel 1, derde lid, van het ontwerp) wensen de toegang tot de informatiegegevens van het Rijksregister te bekomen omdat zulks het beheer van de personeelsdossiers van de personen die tewerkgesteld zijn in het onderwijs vlotter zal laten verlopen. Ook eventuele wijzigingen in de gegevens zullen vlugger verwerkt kunnen worden.

Het identificatienummer vormt de unieke sleutel voor de identificatie van het betrokken personeelslid en het gebruik ervan is onontbeerlijk in de betrekkingen met andere diensten en instellingen die reeds toegang tot de informatiegegevens en gebruik van het identificatienummer hebben bekomen.

Het advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, uitgebracht op 9 oktober 1992, is gunstig voor het onderhavige besluit.

De Raad van State bracht zijn advies uit op 27 januari 1993. Het besluit houdt rekening met de door de Raad geformuleerde opmerkingen.

Zowel de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer als de Raad van State dringen er op aan dat de Regering voor ieder van de in artikel 3, eerste lid, van de wet van 8 augustus 1983 vermelde informatiegegevens zou nagaan of de toegang wel degelijk noodzakelijk is opdat de betrokken overheid haar wettelijke taken zou kunnen vervullen.

Hierbij kan gepreciseerd worden dat de gegevens vermeld in artikel 3, eerste lid, 1° (naam en voornamen), 2° (geboorteplaats en -datum), 3° (geslacht), 4° (nationaliteit), 5° (hoofdverblijfplaats) en 6° (plaats en datum van overlijden) de gegevens zijn die minimaal noodzakelijk zijn om een dossier betreffende een natuurlijke persoon samen te stellen.